



d'aide aux réfugiés et aux détenus d'opinion en Syrie

**Newsletter n°29 / octobre 2025**

Comité de rédaction : CA Revivre

**20 ans de soutien aux victimes de la dictature des Assad**

٢٠ عاما من مساندة ضحايا ديكتاتورية عائلة الأسد

## EDITO

### ! Des braises attendent les vents mauvais...

Ce lundi soir du 6 octobre dernier, les FDS[1] ont attaqué des postes de contrôle du nouveau régime dans le quartier Cheikh-Maqsoud d'Alep. Rafales de mitraillettes et pilonnages aux mortiers se sont déversés dans la nuit[2]. Au même moment et à proximité, les responsables de Créative Memory for Syria préparaient l'organisation des tables-rondes "Survivor Witnesses" au musée d'Alep, en souvenir des détenus et disparus sous le régime de Bachar El-Assad. « *Coups de feu... bruits d'explosions ou d'artillerie. Terrifiant. Couver-feu en vigueur. Je suis en sécurité.* »[3]

Actuellement, il y a d'un côté le langage des armes (souvent de milices incontrôlées et de militaires mal encadrés) qui tuent odieusement et de l'autre, des mots qui tentent de réparer les relations humaines ; parallèlement, des délégations étrangères défilent dans le pays pour participer à la reconstruction des infrastructures du pays et faire des affaires[4]. Voilà les trois tendances qui traversent la vie des quartiers, des villes, des régions, et de la Syrie toute entière.

Réouvrir la Citadelle d'Alep, produire plus d'électricité, relancer l'exportation du pétrole syrien, faire accoster des cargos de blé à Lattaquié, négocier un grand nombre d'accords économiques, etc. sont des signes très encourageants pour l'amélioration - indispensable - des conditions de vie de la population. Beaucoup sont au chevet du relèvement de l'économie du pays.

Malheureusement, cela n'effacera pas **les rancœurs, les dénis et les haines – profondément ancrées - qui sont des braises qui attendent les vents mauvais...**

Dans ce contexte les démocrates syriens et les bailleurs internationaux ne sont pas encore rassurés. Parmi d'autres, quatre situations illustrent leur inquiétude :

- La conservation des traces et des preuves des crimes de Bachar El-Assad est en cours, : les charniers sont recensés, des expositions sur les détenus et disparus sont réalisées, des associations de défense des droits humains collectent des témoignages, des organisations internationales peuvent enquêter sur les prisons et les disparus, etc. tout cela grâce au faible moyen de la société civile, ... mais sans le soutien franc et massif du régime.

- Le nouvel État doit être exemplaire pour établir la confiance. C'est ce qui ressort des rapports officiels de la commission d'enquête sur les massacres du mois de mars dans la communauté alaouite. Mais on attend encore les condamnations des commandants qui ont laissé faire ces massacres, ainsi que ceux de la région de Souweida (juillet). Les Syriens espèrent que ces rapports seront suivis d'effets, de façon transparente.
- La très faible représentation des femmes et des minorités dans la première phase de l'élection-nomination (atypique[5]) de l'assemblée constituante, qui vient d'avoir lieu sur une partie du territoire, sera-telle grandement corrigée par les prochaines 70 nominations du président de la transition ?
- La visite d'Ahmed El-Charaa au principal associé du « boucher de Damas » à Moscou réveille les traumatismes de ceux qui ont survécu à ses bombardements. Comment peut-il demander timidement l'extradition de Bachar Al-Assad sans exiger aucun compte des crimes de Poutine, son principal complice ? Redresser l'économie de la Syrie est-il plus important que le respect de toutes les victimes qui ont combattu le clan Bachar et les russes ?

Après tant d'années d'innombrables violations odieuses de la personne humaine, l'avenir de la Syrie ne peut pas dépendre de la brutalité de la force armée de la prochaine convulsion inter-communautaire qui ne fera que dégrader plus profondément la confiance générale.

Tout ce qui concourt **au dialogue, à l'écoute, à la santé mentale, à l'expression de la vérité, à la manifestation de la justice, à la lutte contre la corruption, à la justice transitionnelle, à l'inclusivité, à la réparation**, etc. doit mobiliser TOUS les moyens de l'État, avec l'aide des bailleurs internationaux et l'appui des associations locales.

Le retour sur investissement sur le respect de la personne humaine sera long, mais c'est la condition essentielle pour que la Syrie revive vraiment dans sa diversité, sans répétition des crimes.

*Frédéric Anquetil  
Secrétaire Général de Revivre*

[1] FDS : Forces Démocratiques Syriennes liées aux unités kurdes

[2] Deux morts : un membre des forces de sécurité intérieure du nouveau régime et un civil qui n'avait rien demandé. Des blessés dans tous les camps et chez les civils. Des dizaines de familles ont fui ces quartiers. Le siège du quartier kurde par le nouveau régime serait-il à l'origine de ce déchaînement de violence ?

[3] Message de Sana Yazigi le 6 octobre à 21h sur les réseaux sociaux

[4] Quelques jours avant cet incident, c'est [un forum économique franco-syrien avec le MEDEF](#) qui se réunissait à Damas.

[5] Un comité suprême de onze personnes nommées par le président de la transition a désigné des sous-comités dans chaque district qui détermine le collège électoral. Ce collège électoral a désigné 140 députés pour siéger au Parlement. Les 70 autres députés seront désignés directement par le Président. En l'absence de recensement, de dispersion de la population et de l'absence de document d'identité pour un grand nombre, cette méthode a le mérite d'être opérationnelle dans cette période de grande fragilité de la situation.



*brèves*

**Un million de Syriens sont rentrés chez eux**, mais davantage de soutien est nécessaire pour que des millions d'autres puissent faire de même. Outre ceux qui reviennent de l'étranger, **1,8 million** de personnes déplacées à l'intérieur du pays sont également retournées dans leurs régions d'origine. Mais ceux qui reviennent sont confrontés à d'immenses défis. La destruction des maisons et des infrastructures, la faiblesse et la détérioration des services de base, le manque d'opportunités d'emploi et l'instabilité sécuritaire mettent à rude épreuve la détermination des gens à revenir et à se reconstruire. Avec **plus de 7 millions**

de Syriens toujours déplacés à l'intérieur du pays et **plus de 4,5 millions** à l'étranger, il est essentiel d'apporter un soutien aux familles vulnérables et d'intensifier les efforts d'investissement et de stabilisation. *Source : UNHCR (Agence des Nations Unies pour les réfugiés) 25.09.2025.*

**Calme fragile à Souweïda.** À Souweïda, une ville du sud-ouest où de violents affrontements avaient éclaté cet été entre tribus bédouines et miliciens de la minorité druze, provoquant un déploiement des forces gouvernementales dans la zone, le cessez-le-feu annoncé en juillet a bien tenu. La médiation des États-Unis et de la Jordanie voisine a permis de tracer une feuille de route jugée « *prometteuse* » par l'envoyé spécial, qui a toutefois noté son rejet par l'un des leaders spirituels druzes, le cheikh Hikmet al-Hijri, au nom de « *l'auto-administration ou de la sécession* ». Pour apaiser les tensions, M. Pedersen a appelé à garantir les droits des Druzes et à restaurer la confiance entre ces derniers et l'État syrien, souvent perçu comme une menace. *Source : ONU Info - 18.09.2025.*

« *Selon nos premières informations, des centaines de personnes, principalement des Druzes, mais aussi des Bédouins et d'autres, ont été tuées ou blessées* », a détaillé M. Pinheiro. Après l'entrée en scène des forces gouvernementales provisoires, des vidéos – authentifiées par la Commission – montrant des exécutions sommaires et des humiliations infligées à des hommes druzes ont circulé en ligne, révélant « *un climat d'extrême violence* ». Les Bédouins dénoncent également des exactions de la part de groupes armés. Plus au nord-est, les tensions restent « *vives* » et les affrontements récents, attisés par des discours de haine, nourrissent la crainte d'une nouvelle conflagration. *Source : ONU - [Droits de l'Homme](#) - 23.09.2025.*

**Rapatriement d'enfants et de mères djihadistes du Nord-Est syrien.** La France a procédé à une opération de retour sur le territoire national d'enfants français et de mères djihadistes qui se trouvaient dans les camps des FDS du nord-est de la Syrie. Cette opération a permis le retour de **10** mineurs et de **3** femmes adultes. Les mineurs ont été remis aux services chargés de l'aide sociale à l'enfance et feront l'objet d'un suivi médico-social. Les adultes ont été remises aux autorités judiciaires compétentes. La France remercie les autorités syriennes de transition ainsi que l'administration locale du Nord-Est syrien qui a rendu possible cette opération. *Source : France Diplomatie - 16.09.2025*

**Soupçons de complicité de crimes contre l'humanité en Syrie : perquisition d'une ONG en France.** L'ONG SOS Chrétiens d'Orient a été perquisitionnée dans le cadre des investigations menées depuis fin 2020 en France pour complicité de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre commis en Syrie, a indiqué samedi le Parquet national antiterroriste (Pnat). L'enquête est menée par l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre (OCLCH). *(ndlr : SOS Chrétiens d'Orient (à ne pas confondre avec l'Œuvre d'Orient) est mis en cause pour ses liens avec d'anciennes milices chrétiennes pro-Bachar accusées de crimes de guerre)* *Source : AFP 27/9/2025*

**Un accord annoncé pour intégrer les forces kurdes à l'armée.** Le dirigeant des Kurdes de Syrie, Mazloum Abdi, a annoncé lundi 13 octobre être parvenu à un « *accord de principe* » avec le pouvoir central à Damas sur l'intégration de ses troupes au sein des forces de sécurité syriennes. Le chef kurde avait rencontré la semaine dernière à Damas le président par intérim Ahmed al-Chareh pour tenter de lever les obstacles entravant l'application d'un accord en ce sens conclu en mars. « *Ce qui est nouveau dans nos dernières discussions à Damas est la détermination commune et la forte volonté de hâter la mise en œuvre des clauses* » de l'accord, a déclaré Mazloum Abdi, lors d'une interview tard dimanche soir dans une base militaire de la ville de Hassaké (nord-est). *Source : La Croix (avec AFP) 13/10/2025*

## Principes généraux pour la mise en œuvre de la justice, de la vérité et de l'équité en Syrie

Du point de vue de la société civile et des associations de survivantes et survivants

Première édition – Août 2025

**« Les Syriennes et les Syriens disposent aujourd'hui d'une véritable opportunité de se réapproprier leur pays et de dessiner les contours d'un avenir et d'un nouveau contrat social fondés sur la justice, la vérité, la reddition de comptes et l'État de droit. Saisir cette opportunité exige un traitement sérieux de l'héritage de l'autoritarisme, des violations graves des droits humains et des crimes internationaux, ainsi que des profondes fractures sociales provoquées par plus d'une décennie de conflit et par des décennies d'oppression et de répression systématique ».**

C'est ainsi que commence **la proclamation de 61 associations de la société civile, et de survivantes et survivants**, sur la mise en œuvre de la justice, de la vérité et de l'équité en Syrie.

Les 11 pages de ce document s'articulent autour de plusieurs principes :

- Engagement en faveur d'un processus de justice global et non discriminatoire ;
- Centralité du rôle des victimes et de leur droit à la participation ;
- Affirmation du leadership des femmes dans les processus de justice transitionnelle ;
- Rejet de l'impunité ;
- Leadership et appropriation syrienne inclusive du processus de justice ;
- Coordination efficace et vision collective pour une justice transitionnelle inclusive et transparente ;
- Engagement en faveur du droit à la vérité ;
- Engagement en faveur d'une reconstruction juste qui ne perpétue pas les violations ;
- La justice transitionnelle comme processus de long terme et non comme moment ponctuel ;
- Partenariat international en soutien aux parcours de justice, de vérité et d'équité, sous leadership syrien.

Parmi les 61 signataires : Syrian Network for Human Rights, Ceasar families Association, Association of Detainees & The Missing in Sednaya Prison, Syrians for Truth and Justice, Hope Foundation, etc.

Les signataires appellent les collectifs de syrien-nes à débattre autour de ce texte afin de parvenir à une compréhension commune de ses principes. Il servira également de référence pour l'évaluation de l'évolution du travail des Autorités nationales.



## Restauration du système d'irrigation ancestral de Palmyre

L'**oasis de Palmyre** s'est historiquement construite autour de la source d'Efqqa et d'un réseau de canaux souterrains (sāqiya/qanats) qui assurait l'irrigation dans cet environnement désertique semi-aride. Ce réseau de canaux a subi d'importantes dégradations en raison du conflit et du manque d'entretien.

De nombreuses sections de ces canaux (sāqiya) sont effondrées ou comblées par des gravats, entraînant des fuites et des pertes d'eau significatives. Suite à cela et au conflit, **les surfaces cultivées de l'oasis se sont réduites, affectant notoirement les palmeraies** (dont certaines ont été détruites par les Iraniens) et oliveraies.

Ce projet est une première étape de la sauvegarde des tronçons les plus détériorés et les plus utiles pour relancer la production agricole de l'oasis de Palmyre ; il permettra en outre de préserver ce patrimoine hydraulique unique gréco-romain et oriental.

Les canaux seront réparés avec des matériaux traditionnels (pierre locale, mortier de chaux), l'étanchéité restaurée, et un calendrier d'irrigation équitable sera établi avec les producteurs. **La ville est passée de 2 000 à 15 000 habitants depuis la chute de Bachar Al-Assad !**

**La nouvelle association locale syrienne TADMORNA** (« notre Palmyre »), émanation de la Maison de Palmyre (que nous accompagnions depuis plusieurs années dans les camps de Roukban), en sera le maître d'ouvrage.

=> Continuons à les aider !



**Le nom des ombres**  
**Sortir de l'enfer concentrationnaire syrien**  
**Arthur Sarradin - Editions du Seuil, 2025**

Pendant près d'un demi-siècle, le clan Assad a fait de la Syrie un État carcéral et mené une guerre aux mots. Un texte, un graffiti, un slogan... suffisaient à conduire son auteur dans ces « abattoirs humains » où toute parole était proscrite, les hommes torturés à mort ou jusqu'à n'être

plus que des ombres. Arthur Sarradin a été le premier journaliste sur place lorsque la prison de Sadnaya a été libérée. Aux quatre coins de la Syrie, il remonte le fil de cette bureaucratie de la mort, révèle les documents abandonnés du régime, les rouages d'un enfer absurde et implacable en plaçant au centre du récit les témoignages de ceux qui luttent à présent pour trouver ces mots que le régime leur a arrachés.

**=> Rencontre-débat avec l'auteur  
à l'Institut du Monde Arabe  
le jeudi 30 octobre 2025 à 19h00.**



Photo de **Anas Alkharboutli** présentée à l'expo. le 4 décembre 2024, une frappe aérienne sur la ville de Morek, près de Hama, a tué ce photojournaliste syrien. Son nom a été ajouté par Reporters sans frontières (RSF) à la liste des 73 journalistes tués dans l'exercice de leur fonction en 2024

**Du 7 octobre au 9 novembre à Bayeux (14)**

## **Nos chemins vers Damas**

**Commissaires d'exposition :**

**Abdulmonam Eassa et Ghaith Abdul Ahad**

Cette exposition rassemble le travail de photographes et d'artistes visuels syriens, aujourd'hui en mesure de créer à nouveau dans leur pays natal. Ils y apportent les histoires, les images et les visions longtemps réduites au silence par cinquante-quatre ans de tyrannie.

**Photographies de :** Ammar Albiek, Albaraa Haddad, Anas Alkharboutli, Fouad Hallak, Hussien Haddad, Guevara Namer, Alaa Hassan, Sameer Al-Doumy, Mosab Al-Nomire, Anas Ali, Ali Haj Suleiman, Mohamad Daboul, Omar Haj Kadour, Ghaith Alsayed.



*a besoin de vous*

## Aider au logement des réfugié-e-s en Ile de France

Revivre accompagne les réfugié-e-s vers le logement **depuis 2014**, au travers de sa permanence d'accès aux droits, **la problématique du logement étant de loin la plus fréquente**.

Certains réfugié-e-s, qui ont eu un parcours très complexe et ont vécu de graves traumatismes, ont besoin **d'une phase de stabilisation de plusieurs années, dans leur propre logement, pour se reconstruire**. Pour les plus vulnérables (femmes isolées avec ou sans enfants, malades, personnes âgées, etc.), **quelques logements passerelles** sont mis à notre disposition par des bailleurs sociaux ; Revivre participe au financement de l'accompagnement social.

Jusqu'à 2024, grâce à des dons privés et à diverses fondations, cette contribution était complètement financée ; ce n'est pas le cas cette année.

***Revivre a besoin de vous pour compléter le financement de cette action***



*quelques dates*



L'association Revivre  
et Amnesty International Groupe 96  
vous invitent

**Le mercredi 19 novembre 2025**

**19h30 – 21h00**

à une table ronde sur

**LA COMPETENCE UNIVERSELLE,  
où en est-t-on ?**

animée par Oihana Da Rocha, avocate

*Comment juger en France les auteurs présumés de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et de génocide, même si le crime ne concerne pas des Français, ni ne s'est passé sur le territoire français, alors que leurs responsables sont en France ?*

**Quinzaine de la Solidarité Internationale  
Fontenay sous Bois**

Maison du Citoyen et de la Vie Associative

*Les débats seront suivis d'un buffet.*

## Association Revivre

100 boulevard de Belleville, 75020 PARIS

Pour recevoir la Newsletter de Revivre : [newsletter@association-revivre.fr](mailto:newsletter@association-revivre.fr)

This email was sent to {{ contact.EMAIL | default : "newsletter.revivre@gmail.com" }}

You've received it because you've subscribed to our newsletter.

[Unsubscribe](#)

